UTILISATION DE L’ARME NUCLÉAIRE : L’EUROPE EN PREMIÈRE LIGNE !

Mesdames et Messieurs les députés et sénateurs,

Message urgent à votre attention :

Les 12 et 13 mars derniers, lors du vote au Parlement sur notre politique en Ukraine, Solidarité & Progrès vous avait mis en garde contre les discours belliqueux du président de la République, qui appelait au déploiement de troupes françaises au sol en Ukraine, ce qui nous aurait pratiquement fait entrer en guerre contre la Russie. Nous vous avions alors demandé, dans un appel pressant, de répondre clairement, au-delà des querelles partisanes : *« Il est temps de négocier la paix ! »* Malheureusement, hormis quelques courants minoritaires qui appellent aux négociations, tous les partis représentés au Parlement veulent continuer à fournir des armes à l’Ukraine !

Depuis le mois de mars, le Royaume-Uni et les États-Unis nous poussent à intensifier le bras de fer engagé contre la Russie et ses alliés, à travers les deux guerres en cours, en Ukraine et au Moyen-Orient. Ils nous conduisent ainsi au seuil d’une nouvelle guerre mondiale, menaçant d’une escalade jusqu’au nucléaire, dans l’espoir de soumettre les États « totalitaires » à « l’ordre basé sur les règles ».

Un bluff nucléaire ? Le doute n’est plus permis.

Le 20 août 2024, le *New York Times* révélait qu’en mars, Biden avait approuvé une stratégie hautement secrète, baptisée *« Guide d’emploi du nucléaire »* qui, pour la première fois, *« réoriente la stratégie de dissuasion des États-Unis spécifiquement contre l’expansion rapide de l’arsenal nucléaire de la Chine »* et contre *« d’éventuels défis nucléaires coordonnés par la Russie, la Chine et la Corée du Nord ».* Une stratégie reposant, selon le spécialiste des conflits nucléaires Theodore Postol, sur la modernisation en cours des missiles balistiques intercontinentaux américains.

La réponse de Moscou ne s’est pas fait attendre. Le 25 septembre dernier, s’adressant à son Conseil national de sécurité, le président russe a proposé une révision des règles d’utilisation de l’arme nucléaire, de façon à abaisser considérablement le seuil de recours à ces armes, notamment en riposte *« - au lancement massif d’avions, missiles ou drones contre son territoire ; - à son agression par un État non nucléaire, avec la participation ou le soutien d’un État nucléaire, qui sera considérée comme une attaque conjointe contre la Fédération de Russie ; - en cas d’agression contre la Russie ou la Biélorussie. »*

Depuis, la réalité a rattrapé ce qui n’était alors qu’un débat sur la décision d’autoriser ou non les Ukrainiens à utiliser des missiles occidentaux à longue portée pour frapper en profondeur le territoire russe, sachant que ces systèmes ne peuvent fonctionner sans l’assistance des Occidentaux, les mettant de ce fait en conflit direct avec la Russie. C’est ainsi que le président des Etats-Unis, Joe Biden (toujours en fonction), le Premier ministre anglais, Keir Starmer, et le président français, Emmanuel Macron, ont tous trois autorisé Kiev à utiliser leurs missiles à longue portée pour attaquer la Russie.

La riposte russe aux premières salves sur son territoire a été immédiate. L’armée russe a touché la ville de Dnipro avec un Orechnick (noisetier), un tout nouveau missile hypersonique à portée intermédiaire et à têtes multiples, nucléaires ou conventionnelles, pouvant atteindre la même température qu’une bombe nucléaire ! Une façon pour les Russes de rappeler aux Occidentaux qu’en cas de collaboration active avec l’Ukraine sur ce terrain, les capitales européennes ne sont qu’à quelques minutes de portée de cette nouvelle arme russe.

Il est temps pour la France de jouer son rôle historique de médiatrice, en contribuant à créer une nouvelle architecture de sécurité et de défense, offrant une sécurité mutuelle à tous les pays d’Europe, y compris la Russie. La seule chose que la Russie ait demandée, dans les traités qu’elle a soumis aux États-Unis et à l’OTAN en décembre 2021, est d’arrêter l’extension de l’OTAN vers ses frontières et l’implantation de bases militaires chez ses voisins. Comme les États-Unis lors du déploiement des missiles nucléaires soviétiques à Cuba, en 1962, la Russie a, elle aussi, besoin d’une sécurité à ses frontières. Une France digne de son histoire doit coopérer avec le plan de cessez-le-feu élaboré par la Chine et le Brésil. Car la seule option pour éviter l’embrasement est *« une politique d’entente, de détente et de coopération »*.

Solidarité & Progrès - 01 76 69 14 50 - contact@solidariteetprogres.org